



# Non à la fusion Bretagne - Pays de la Loire !

---

Le Conseil culturel de Bretagne s'oppose avec détermination à la fusion entre les régions de Bretagne et des Pays de la Loire. Le projet de loi de redécoupage des régions présente tant d'incohérence entre les objectifs officiellement poursuivis et les solutions proposées qu'il peut être perçu comme un signe de mépris, non seulement à l'encontre des Bretonnes et des Bretons, mais à l'égard de la démocratie elle-même.

Est-ce en imposant un découpage technocratique, déconnecté de toute réalité vécue, économique, historique, sociale et culturelle, que l'on entend « lutter contre l'érosion démocratique » ? Est-ce en posant comme base absurde au débat que l'objectif est de réduire par deux le nombre de régions, que l'on parviendra à « respecter la diversité des territoires » ?

En Bretagne l'alternative est limpide. Deux projets antagonistes existent. Le premier consacrerait la disparition de la Bretagne dans un Grand Ouest, de Brest au Mans, et donnerait naissance à un monstre institutionnel. Intrinsèquement faible car incohérente et illégitime aux yeux des populations concernées, cette construction artificielle amplifierait le discrédit du politique dans un contexte déjà miné. Une régression démocratique, économique et sociale ! Le second projet au contraire prône une Bretagne réunifiée – avec la Loire-Atlantique –, dont les institutions départementales et régionale fusionneraient pour former une Assemblée de Bretagne. Tourné vers l'avenir, ce plan vise à constituer une Bretagne ouverte, forte et légitime, où les citoyens seraient au cœur du projet politique.

La force des régions ne provient pas de leur taille mais de leurs compétences, de leur budget, de leur cohésion et de leur cohérence. De nombreux exemples européens en attestent. Contre toute logique, les parlementaires n'auront pas la possibilité de se prononcer en premier lieu sur la question des compétences confiées aux collectivités territoriales. Devant l'urgence de la situation, le Conseil culturel de Bretagne demande expressément aux député-e-s de rejeter tout amendement entraînant la fusion des régions Pays de la Loire et Bretagne. Le département de Loire-Atlantique doit choisir librement sa région d'appartenance dans des conditions véritablement démocratiques.